

Paris, le 6 mai 2019

## 1<sup>ER</sup> mai : les provocations, les mensonges, et la violence n'affaiblissent pas la détermination des manifestants.

Partout en Région, les manifestations du 1er mai ont été des réussites. Elles ont mobilisé et rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes : travailleurs et chômeurs, retraités et actifs, syndicalistes et militants associatifs, gilets jaunes, gilets rouges et gilets verts, lycéens et étudiants. Partout, elles ont fait entendre, dans le calme, et malgré les provocations du gouvernement, leur ras-le-bol et leurs revendications de plus de justice sociale, écologique et fiscale.

A Paris, malgré les annonces dramatisantes du ministère de l'intérieur à propos de la venue de milliers de Blacks blocs, les manifestants se sont retrouvés en nombre au départ de Montparnasse. Les Blacks blocs, eux, n'étaient pas très nombreux. Pourtant, avant même la mise en place du cortège de la manifestation syndicale, entre 13h00 et 14h30, les forces de l'ordre ont violemment chargé et gazé les militants présents, plusieurs ont été blessés. Les forces de l'ordre n'ont pas assuré la protection des syndicalistes et le carré de tête n'a pas pu se mettre en place.

Le soir même, le ministre de l'intérieur a, une fois de plus, menti aux Français en accusant des manifestants d'avoir attaqué un hôpital et d'y avoir agressé des personnels et un policier. Il n'en était rien. Depuis, les nombreux témoignages ont montré que les manifestants ne s'étaient introduits dans l'hôpital que pour se protéger des charges des forces de l'ordre. Cela a conduit les médias à ne parler que des violences et non de l'ampleur des cortèges et des revendications des manifestants. Ce mensonge d'État visait outrageusement à reléguer au second plan l'incontestable réussite de cette journée du 1er mai et à discréditer les mouvements sociaux. Un an après l'affaire Benalla, le gouvernement continue de mentir aux Français. Non content d'attiser les tensions et de porter gravement atteinte au droit de manifester, il refuse d'entendre la colère et les revendications légitimes qui s'expriment depuis des mois avec pour seules réponses la répression et le mépris.

Nous appelons le ministère de l'intérieur et le gouvernement à cesser immédiatement d'envenimer la situation, à engager de véritables négociations, et à prendre les mesures de justice sociale, fiscale et environnementale qui s'imposent pour sortir au plus vite de l'impasse, de la violence et du déni dans lesquels ils s'enfoncent jour après jour. ■

**Ce jeudi 9 mai** nous serons à nouveau dans les manifestations pour contester le projet de loi de destruction de la Fonction publique et pour exiger une revalorisation de nos missions et de nos rémunérations.

**SUIVEZ-NOUS !**



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)